

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



HEBDOMADAIRE INDÉPENDANT D'INFORMATIONS GÉNÉRALES N° 352 DU JEUDI 31 OCTOBRE 2024 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA : 500

CONAKRY

P.4

Une cinquantaine de journalistes outillés sur la lutte contre les discours de haine et d'incitation à la violence



Édito à vue d'Aigle

Une transition et des incertitudes !

La façon dont la transition est conduite par le CNRD suscite des interrogations et des inquiétudes chez bon nombre d'acteurs sociopolitiques. Si l'on s'en tient à l'accord dynamique signé entre les autorités de Conakry et la CEDEAO, le retour à l'ordre constitutionnel devrait être effectif à la fin de l'année en cours. Mais entre-temps, des déclarations et des sorties ont été faites aussi bien par des membres du gouvernement et des leaders politiques CNRD-compatibles pour faire comprendre aux Guinéens et à la communauté internationale que la présidentielle ne pourrait se tenir que l'année prochaine. Or, les Forces vives de Guinée auxquelles appartiennent les trois poids lourds de la scène politique guinéenne (RPG Arc-en-ciel d'Alpha Condé, UFDG de Cellou Dalein Diallo et l'UFR de Sidya Touré) ne jurent que par le respect scrupuleux de l'accord de deux ans conclu avec la CEDEAO pour le retour à l'ordre constitutionnel... P.2

MIC

P.3



Le ministre Fana Soumah lance la Semaine mondiale de l'Éducation aux médias et à l'Information

CONDUITE DE LA TRANSITION P.5



Le RPG Arc-en-ciel relève des incohérences (entretien)

ME PAUL YOMBA ALERTE

P.6



« Si Toumba parvenait à quitter ce monde... » (Entretien)

MÉDIAS

P.7

S.O.S pour le doyen Odilon Théa, malade...

ÉVALUATION DES PARTIS POLITIQUES

P.5

Le regard critique de l'activiste Abdoul Sacko

TRANSITION CNRD

Louncény Fall de l'UNPG dit n'avoir aucun contact avec Alpha Condé

P.7

Édito à vue d'aigle



Une transition et des incertitudes !

La façon dont la transition est conduite par le CNRD suscite des interrogations et des inquiétudes chez bon nombre d'acteurs sociopolitiques. Si l'on s'en tient à l'accord dynamique signé entre les autorités de Conakry et la CEDEAO, le retour à l'ordre constitutionnel devrait être effectif à la fin de l'année en cours. Mais entre-temps, des déclarations et des sorties ont été faites aussi bien par des membres du gouvernement et des leaders politiques CNRD-compatibles pour faire comprendre aux Guinéens et à la communauté internationale que la présidentielle ne pourrait se

tenir que l'année prochaine. Or, les Forces vives de Guinée auxquelles appartiennent les trois poids lourds de la scène politique guinéenne (RPG Arc-en-ciel d'Alpha Condé, UFDG de Cellou Dalein Diallo et l'UFR de Sidya Touré) ne jurent que par le respect scrupuleux de l'accord de deux ans conclu avec la CEDEAO pour le retour à l'ordre constitutionnel. Elles agitent de temps en temps le chiffon rouge des manifestations de rue pour se faire entendre du pouvoir en place. Même s'il y a lieu de reconnaître que la plupart des manifestations de rue qui se sont organisées ces dernières années à Conakry et à l'intérieur du pays ont été émaillées de violences, avec leur lot de morts et de destructions de biens publics et privés. Le samedi dernier, en visioconférence, avec les cadres et militants de son parti, l'UFDG, Cellou Dalein Diallo a une nouvelle fois lancé un appel à la mobilisation générale contre les velléités de confiscation du pouvoir dont il accuse les tombeurs de l'Opposant historique. La Guinée et les Guinéens vont-ils alors renouer avec ces manifestations de rue ? C'est la question que beaucoup se posent au regard de la tension qui ne cesse de monter entre les autorités de la transition et les entités sociopolitiques du pays. Pour leur part, le CNRD, le CNT et le Gouvernement semblent se satisfaire du déroulement du chronogramme de la transition. Ce qui n'est pas le cas pour les organisations de la société civile et certains partis politiques qui ne ratent aucune occasion pour fustiger la conduite de la transition, la fermeture des médias, l'arrestation d'acteurs sociopolitiques, la disparition forcée d'activistes très critiques à l'égard du CNRD. Au lendemain de leur prise du pouvoir, dans les circonstances que l'on sait, le général de corps d'armée Mamadi Doumbouya et ses compagnons avaient pourtant promis aux Guinéens des élections libres et transparentes de la base au sommet pour remettre le pouvoir aux civils. Des élections auxquelles aucun membre d'un organe de la transition ne devrait être candidat. Aujourd'hui, ils sont accusés par leurs détracteurs de ne pas respecter leurs engagements et de vouloir s'éterniser au pouvoir. Espérons vivement que dans les semaines et les mois à venir, des décisions idoines seront prises pour dissiper ces nuages d'incertitudes qui planent sur notre pays.

Kéfina Diakité

ACTUALITÉ

GUINÉE

Le MATD publie le rapport final de l'évaluation des partis politiques

Les partis politiques guinéens ont été récemment évalués par le ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation (MATD) pour l'année 2024. Le rapport final de ladite évaluation vient d'être publié et il fournit beaucoup d'informations sur ces formations politiques qui évoluent sur le terrain en République de Guinée.



Ainsi, 211 partis politiques ont été répertoriés sur toute l'étendue du territoire national. Le MATD, que dirige le général 2ème section Ibrahima Kalil Condé, annonce la suspension de 54 partis politiques pour trois mois pour divers motifs : agrément non valide du parti politique ; non fourniture de la liste des membres de l'organe de direction ; existence d'un conflit interne en cours entre les membres de l'organe de direction du parti politique ; absence d'un compte bancaire au nom du parti politique, ouvert en République de Guinée ; non tenue de la comptabilité annuelle de gestion du parti politique ; les états de comptabilité annuelle doivent être conformes aux lois et règlements en vigueur en République de Guinée, être certifiés par un cabinet comptable agréé, et inclure : un bilan, un compte de résultat, un tableau des flux de trésorerie et des notes annexes ; non

déclaration des modifications dans les statuts ou des changements de membre dans l'organe de direction du parti politique ; application d'une modification statutaire ou d'un changement de membre dans l'organisation de direction, refusés par le MATD. D'autres partis ont été suspendus par leur département de tutelle. Parmi eux, l'on peut citer notamment : le Parti de l'Unité et du Progrès (PUP), le PDG-RDA, la Génération Citoyenne (GeCi), la Nouvelle Génération pour la République (NGR) ou encore le Parti du Travail de la Solidarité. Il y a eu également des partis politiques dissous, au nombre de 53, et 67 formations politiques placées sous observation pour trois mois, dont le RPG Arc-en-ciel du professeur Alpha Condé et l'UFDG de Cellou Dalein Diallo, les deux poids de la scène politique guinéenne de ces 15 dernières années.

Kaba Kankoula



Autorisation N°299/PR/TPI/K/2018 - Siège : Hamdaye 2 Commune de Ratoma, Sur la route Le Prince à côté de la Mosquée Diakitéya - BP : 6184 Conakry - République de Guinée

E-mail : laigleinfosgn@gmail.com - tél. (+224) 621935388

Fondateur & Administrateur Général

Mamadou Aliou (Kéfina Diakité & Kaba Kankoula) Diakité
Tél. +224 621935388 / 622 04 62 21 / 664 63 09 53

Directeur de Publication

Amadou Sadio Diallo

Rédacteur en Chef

Sékou Condé

Secrétaire Général de la Rédaction

Sammuel M'Bemba

Comité de Rédaction

Sammuel M'Bemba, Mamadou Aliou (Kéfina Diakité) Diakité, Sékou Condé, Mamadou Oury Bah, Amadou Sadio Diallo

Collaborateurs:

Thomas Morgan Mamy, Moïse Sidibé, Isidoros Karderinis

Stagiaire: Mamadou Oury Bah

Service Commercial, Marketing, Abonnement,

Annonces et Pub

Oumar Kabirou Kaba

654 75 56 50

Imprimeur

Arbaba Barry

628463493

Imprimerie

Le Scribe

Distribution

L'Aigle Infos/Maison du Livre

Mise en page

Mohamed Lamine Camara - 664 57 99 72

Édité par : Kéfina Sarlu (Société de Régie, d'édition

et de Communication)



CONAKRY

Une cinquantaine de journalistes outillés sur la lutte contre les discours de haine et d'incitation à la violence

Le ministère de l'Information et de la Communication, en partenariat avec le Fonds d'Appui au Développement des Médias (FADEM) avec l'appui financier de l'ONU Droits de l'Homme, a organisé à Conakry, un atelier d'échange et de réflexion avec les journalistes venus des médias publics et privés. Les 30 et 31 octobre 2024, ces hommes de médias ont été outillés sur le thème : "Médias et lutte contre les discours de haine et d'incitation à la violence".



Ce programme de formation est facilité par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme en Guinée et mis en œuvre par le Centre de Formation et de Perfectionnement aux Techniques de l'information et de la Communication.

En compagnie d'une forte délégation, le ministre de l'Information et de la Communication a présidé la cérémonie de lancement de ces activités dans la salle multimédias de son département. Dans son discours de circonstance, Fana Soumah a exprimé un besoin de formation des journalistes pour le professionnalisme dans l'exercice du métier.

« Au nom du Chef de l'Etat et du Premier ministre, je tiens à exprimer toute ma gratitude au partenaire pour sa disponibilité à accompagner le ministère dans la professionnalisation des journalistes des médias publics et privés. Aux bénéficiaires, je vous demande d'en faire bon

usage. Vous savez que la formation chez un journaliste c'est continu parce qu'un journaliste c'est comme un étudiant. Donc ça doit être démultiplié pour essayer de sensibiliser les autres journalistes », a promis le ministre.

Cet atelier de deux jours à Conakry, marque la clôture de la phase pilote des formations tenues dans les préfectures de N'Zérékoré, Labé et Kankan. Le Directeur du Fonds d'Appui au Développement des Médias (FADEM) a appelé les bénéficiaires à la responsabilité.

« L'information étant un bien public permet au développement de la démocratie et des médias. Nous avons besoin aujourd'hui et pour le futur, des médias libres et transparents qui jouent un rôle essentiel entre les fausses informations et les informations fiables. Vous comprendrez que le métier que vous exercez n'est pas seulement un emploi, c'est

aussi une mission de service public. (...) Nous savons que les périodes de transition telles que celle que nous traversons sont propices à des tensions sociales, des propos haineux et incitatifs à la violence. S'ils ne sont pas maîtrisés, ils peuvent entraîner des conséquences désastreuses pour notre cohésion sociale. Votre rôle dans la diffusion des informations traitées et non piégées est plus que jamais crucial », a sollicité Souleymane Bah.

Aimé Kakolo Ntumba, Directeur de l'ONU Droits de l'Homme prévient sur le fait que des discours de haine provoquent souvent la fragilisation du tissu social et compromettent le développement.

« En tant que Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme, notre mandat est de promouvoir le respect des droits humains pour tous. Et cela inclut le droit de chacun de vivre dans un environnement exempté de

discrimination et de haine », a-t-il souhaité.

Durant ces journées de formation, des modules ont été développés sur le respect des Droits de l'Homme, sur l'Ethique et la déontologie et celui sur la lutte contre les discours de haine et d'incitation à la violence. Ensuite, un module sur la technique d'animation des émissions interactives et Talk-Show.

Dans sa communication, le directeur général du Centre de formation et de perfectionnement en technique de l'information et de la communication a fait comprendre aux participants que l'objectif de ce module est entre autres de renforcer les compétences techniques et professionnelles pour animer efficacement des émissions interactives et talk-shows.

La différence entre ces deux émissions et les compétences qu'il faut pour les animer à savoir la communication, l'adaptabilité, la recherche et la préparation, la gestion du temps et les compétences techniques, il les a mentionnées.

L'éthique et la déontologie dans l'animation de ces deux émissions ne lui ont pas échappé. Il s'est référé directement aux notions déjà développées le premier jour telles que : la véracité et l'exactitude de l'information, l'impartialité et l'objectivité, etc. Les dérives dans les deux formes d'émissions, les moyens de lutte, les techniques d'animation et de modération suivies des recommandations ont aussi été évoquées.

Samuel Demba. D

MIC

Le ministre Fana Soumah lance la Semaine mondiale de l'Education aux médias et à l'Information

Le jeudi 24 octobre 2024, le ministère de l'Information et de la Communication a servi de cadre au lancement de la Semaine mondiale de l'Education aux médias et à l'information, instituée cette année par l'UNESCO. C'était en présence des cadres de l'administration publique, des professionnels de médias et des acteurs de la société civile.



L'occasion a été mise à profit pour échanger autour des outils nécessaires devant permettre la distinction entre les informations fiables des fausses nouvelles. Dans son intervention de circonstance, le ministre de l'Information et

de la Communication, Fana Soumah, a indiqué que le thème retenu cette année, à savoir « les nouvelles frontières numériques de l'information : l'éducation aux médias et à l'information pour l'information d'intérêt

public», pourra permettre de comprendre, d'analyser et d'utiliser les informations de manière responsable. Avant de plaider pour une mobilisation collective afin d'équiper les citoyens guinéens d'outils essentiels pour naviguer dans

un paysage informationnel complexe. « Il est de notre devoir de leur fournir les outils nécessaires pour distinguer les informations fiables des fausses nouvelles. L'éducation aux médias et à l'information est primordiale dans un monde de plus en plus interconnecté, où l'accès à des informations précises est vital. », dira-t-il. Il a par ailleurs encouragé une réflexion collective sur les défis posés par le numérique, tout en expliquant que cette initiative mondiale vise à renforcer la compréhension, l'analyse et l'utilisation responsable des informations. Le ministre Fana Soumah insistera sur l'importance d'équiper les citoyens guinéens pour qu'ils puissent naviguer dans l'océan d'informations qu'offre le numérique et la nécessité d'une approche collaborative entre les autorités publiques, les médias et la société civile pour garantir à chaque citoyen le droit d'accès à des

informations constructives et fiables. « La désinformation ne connaît pas de frontières, et pour y faire face, nous devons unir nos efforts », a fait savoir l'ancien Directeur général de la RTG. Aux journalistes présents à cette cérémonie de lancement de la Semaine mondiale de l'Education aux médias et à l'information, il s'est fait le devoir de leur rappeler leur rôle dans la lutte contre la désinformation. « Vous êtes les gardiens de l'information. Votre responsabilité est immense. En tant que médias, vous devez vous engager à relayer des contenus vérifiés et à éduquer vos audiences sur les enjeux de l'information. Nous devons travailler ensemble pour bâtir une société informée, capable de résister aux manipulations et à la désinformation », a-t-il lancé.

Kaba Kankoula

TRANSITION CNRD

Loucény Fall de l'UNPG dit n'avoir aucun contact avec Alpha Condé

Le président de l'UNPG, François Loucény Fall, ancien Premier ministre de feu Lansana Conté et ancien chef de la diplomatie guinéenne sous Alpha Condé, a cru devoir faire une mise au point suite à l'article "Cellou Dalein Diallo et Alpha Condé alliés face à Mamadi Doumbouya ?" signé de l'hebdomadaire panafricain Jeune Afrique.

« J'ai lu dans une de vos récentes publications un article sur la Guinée dans lequel le texte qui suit l'interligne : "François Loucény Fall sort de sa réserve", prête à équivoque et donne l'impression aux lecteurs que j'entretiens des contacts avec l'ancien Président Alpha Condé en vue de mener des actions de déstabilisation en Guinée.

Je tiens à informer l'ensemble de vos lecteurs que depuis le changement survenu en Guinée le 5 septembre 2021, je n'ai eu aucun contact, ni physique, ni téléphonique avec l'ancien Président Alpha Condé et ce, par convenance personnelle.

Au cours de toutes mes déclarations, j'ai toujours

indiqué que ni moi, ni les membres de mon Parti, Union Nationale des Patriotes de Guinée – UNPG, ne participerons à une activité de violence dans mon pays.

Une question d'éthique et de conviction personnelle pour une personne qui a consacré une grande partie de sa carrière diplomatique à la prévention et au règlement de conflits dans plusieurs pays africains.

Je demande aux responsables du Magazine Jeune Afrique d'apporter les corrections nécessaires et de publier cette mise au point dans vos colonnes.

Cordialement », a réagi François Loucény Fall, ancien Premier ministre.

Il faut dire que dans la

perspective de la présidentielle censée se tenir en 2025 en Guinée, l'on assiste à une sorte de recomposition de l'échiquier politique national. Alpha Condé du RPG Arc-en-ciel, Cellou Dalein Diallo de l'UFDG et Sidya Touré de l'UFR se font toujours attendre par leurs militants et sympathisants dans le pays. Ils se disent être dans le viseur du CNRD et vivent à l'étranger depuis de longs mois. Ce qui n'est pas le cas pour Lansana Kouyaté du PEDN et François Loucény Fall de l'UNPG, deux anciens Premiers ministres qui ne semblent pas avoir de problèmes particuliers avec les autorités de la transition.

Kéfina Diakité



Interview

Conduite de la transition

Le RPG Arc-en-ciel relève des incohérences

Au cours de son assemblée générale hebdomadaire qui s'est tenue le samedi 26 octobre 2024, le RPG Arc-en-ciel a relevé plusieurs violations, dit-il, des autorités de la transition. L'intimidation des acteurs sociopolitiques et le non-respect des engagements ont été parmi les sujets commentés par le président de séance, Mohamed Lamine Kamissoko, dans un entretien accordé à votre quotidien.

L'Aigleinfos : Vous avez animé votre assemblée générale hebdomadaire ce samedi, 26 octobre. De quoi il était question ?

Mohamed Lamine Kamissoko : Les points à l'ordre du jour c'étaient la mobilisation, la sensibilisation et les réalités sociopolitiques de notre pays. Vous savez que notre pays est géré par une charte qui a fait tomber la constitution. Mais depuis un certain moment, certains articles fondamentaux de cette charte sont systématiquement violés. Ce qui est très marquant là-dessus, c'est l'article 11, 12 et 13 sur la violation des droits fondamentaux de l'homme. Des articles qui disent que personne n'a le droit de subir arbitrairement mais vous constatez actuellement des arrestations arbitraires, des emprisonnements sans preuves. D'autres points de la charte comme l'article 46 et 47. L'article 46 dit qu'il est interdit au président de la transition, aux membres du gouvernement, du CNRD et du CNT de se présenter à toute élection. Mais ce que nous constatons est que tous ces articles sont volontairement violés. L'article 47 a fait jurer le président de la transition qui ne se présentera pas. Mamadi Doumbouya a pris ces décisions sans la participation du RPG, l'UFR et de l'UFDG.



C'est lui qui a pris la décision devant la communauté nationale et internationale et qu'en cas de parjure qu'il subisse les rigueurs de la loi.

L'Aigleinfos : Mais jusque-là, le général Mamadi Doumbouya n'a rien dit de sa candidature. Vous ne serez pas en train d'insinuer des choses qui n'existent pas.

Mohamed Lamine Kamissoko : Nous savons qu'il n'a pas de parti politique. Ce sont les mouvements de soutien qui veulent l'induire en erreur en lui disant de se présenter mais nous pensons qu'il fera un sursaut pour dire qu'un militaire ne ment pas à son peuple, donc je ne me présenterai pas et

je ferai en sorte que tous mes engagements soient respectés. C'est en cela nous croyons. Parce que dans le Manding, un Fakoly ne trahit pas, il respecte ses engagements, et nous souhaitons qu'il se débarrasse de tous ceux qui veulent l'induire en erreur parce qu'en cas, ils vont tous le quitter et l'abandonner. Voilà comment est la fin de Dadis aujourd'hui. Ceux qui ont dit Dadis ou la mort, où ils sont ?

L'Aigleinfos : Le ministre Marc Yombouno était absent à l'assemblée générale d'aujourd'hui, chose qui est rare. Est-ce que son absence serait liée au prétendu enlèvement ou kidnapping

dont qui le viserait ?

Mohamed Lamine Kamissoko : C'est un militant convaincu, il n'a pas peur de ces menaces tout comme Lansana Komara et les autres. Mais certainement Komara par exemple, quand il quittait la réunion du bureau politique national, il ne se sentait pas bien. Donc je ne crois pas que ce soient des gens de cette dimension qui aient peur parce qu'il y a cette menace de kidnapping ou d'enlèvement. Mais c'est à vous d'attirer l'attention de la communauté internationale là-dessus.

L'Aigleinfos : Le pouvoir en place est en train d'installer les nouveaux présidents

des conseils de quartiers à quelques mois de la fin de la transition. Que pense le RPG de cette actualité ?

Mohamed Lamine Kamissoko : Tout ça, c'est dans la logique de tricher tout processus électoral qui sera engagé. Ce sont des réaménagements arbitraires qui sont tout sauf la loi. Chefs de quartiers qui sont mis, sont des jeunes qui sont engagés pour la cause de Mamadi Doumbouya. Imaginez-vous, ce sont des milliards de francs guinéens qui tombent à tout moment par-ci par-là. Ce qui fait qu'ils n'ont pas de repère, ils ne connaissent pas ce qui se passe et quelle est la menace sur leur pays quand c'est un système comme ça qui est installé. Sachez tout simplement que c'est dans le but de menacer la liberté des partis politiques dans l'avenir parce que c'est des jeunes qui sont capables de dire un jour pendant les campagnes attention, si vous faites ça on va vous arrêter.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur Mohamed Lamine Kamissoko, membre du bureau politique national du RPG Arc-en-ciel !

Mohamed Lamine Kamissoko : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

HON. MOHAMED LAMINE KAMISSOKO À L'AG DU RPG

« Nous attendons avec impatience le 31 décembre... »

Le samedi 26 octobre 2024, le RPG Arc-en-ciel, ancien parti au pouvoir, a tenu sa traditionnelle assemblée générale hebdomadaire à son siège national à Gbessia, dans la commune du même nom.

L'honorable Mohamed Lamine Kamissoko, membre du Bureau politique national du parti d'Alpha Condé, a mis cette occasion à profit pour tirer à boulets rouges sur les mouvements de soutien au général Mamadi Doumbouya. Il s'est par ailleurs prononcé sur l'installation des chefs de quartier à travers le pays. « Comment une frange de la population, par ignorance ou opportunisme, peut-elle se lancer dans la création de

mouvements de soutien ? Pensez-vous vraiment que le peuple est dupé par de telles manœuvres ? Ces tentatives ne réussiront pas, et nous attendons avec impatience le 31 décembre pour voir la vérité émerger...Mamadi, si vous êtes un véritable patriote, il est temps que vous disiez à ces individus : vous avez trompé Dadis. Vous l'avez conduit à une condamnation injuste, soutenu par des mouvements qui n'étaient qu'une façade.

Aujourd'hui, vous vous engagez dans la même voie en créant des mouvements de soutien pour moi. Ce n'est pas pour me soutenir, c'est pour exploiter les ressources de l'État à votre profit. Voilà ce que nous attendons de Mamadi Doumbouya. Cela pourra atténuer beaucoup de choses », a martelé l'honorable Mohamed Lamine Kamissoko à l'AG du RPG Arc-en-ciel. Avant de conseiller à l'actuel locataire du Palais

Mohammed V de tout mettre en œuvre pour éviter de répéter les erreurs du passé.

Et à propos de l'installation des chefs de quartier par le CNRD, il dira ceci : « Quand on doit faire une délégation spéciale, il est impératif d'inclure les représentants des partis politiques. Cependant, cette fois-ci, tous les membres semblent avoir été désignés sur instruction du président Mamadi Doumbouya... Ces jeunes qui se montrent

engagés pour le régime sont choisis pour des raisons qui ne sont pas en faveur d'un processus électoral juste. Ils pourraient potentiellement intimider d'autres acteurs politiques lors des campagnes. Ces réaménagements sont arbitraires et visent uniquement à installer un système qui favorise le maintien du pouvoir actuel, au détriment de la démocratie »

Kéfina Diakité

Interview

ME PAUL YOMBA ALERTE

« Si Toumba parvenait à quitter ce monde... »

L'état de santé du commandant Aboubacar Toumba Diakité se serait fortement dégradé en détention ces derniers jours. Selon son avocat, les autorités de la transition ont été alertées pour prendre des mesures mais hélas. Me Paul Yomba Kourouma tire la sonnette d'alarme et met en garde le pouvoir de Conakry.



L'Aigleinfos : Il n'y a pas longtemps vous disiez que l'état de santé de votre client Aboubacar Toumba Diakité est dégradé. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Me Paul Yomba Kourouma : Toumba est complètement malade, il s'évanouit et voit les intestins lui remonter la gorge. Il s'évanouit dans sa cellule et il a cherché de vomir mais impossible. Il est obligé

de se mettre les ceintures à la poitrine pour que les intestins ne lui remontent pas. C'est une maladie qu'il traîne depuis des années et c'est d'origine carcérale.

L'Aigleinfos : Vous avez attiré l'attention des autorités sur cet état de fait. Qu'est-ce qu'elles vous ont répondu ou alors est-ce que des dispositions ont été prises pour son traitement

?

Me Paul Yomba Kourouma : Il n'a jamais été à l'hôpital si ce n'est que pour un premier diagnostic. Aucune officine médicale ne l'a diagnostiqué sinon que pour consulter la maladie. Ce sont les cardiologues, biologiques de l'hôpital national Ignace Deen qui ont défilé à son chevet et ont dit que Toumba devrait être opéré. Ce qui pourrait être le meilleur pour mon client mais rien. Le dossier a été envoyé au ministère de la Justice, et tous les ministres qui se sont succédé à la tête de ce département sont venus avec fougue, détermination et assurance mais finalement ils se sont estompés. Nous avons même reconstitué le dossier, le déposer encore à l'administration pénitentiaire, au département mais c'est resté muet. Nous pensons même que le dossier est dans l'oubliette. Mais heureusement que Toumba est médecin parce qu'il peut encore utiliser quelques astuces pour prolonger son jour. Mais qu'est-ce qui empêche l'Etat d'autoriser les soins de mon client, je ne comprends pas, moi.

L'Aigleinfos : Dans ce cas, si votre client est appelé à comparaître devant une juridiction, ce qui pourrait être le cas, qu'allez-vous faire ?

Me Paul Yomba Kourouma : On a dit que non, Toumba ne comparaitra plus devant un juge s'il n'a pas été soigné. On ne demande pas à l'Etat de nous donner les moyens, on peut le faire avec nos propres moyens. Toumba n'a pas besoin de fuir puisque ce qui lui reste est moins que ce qu'il a passé en prison.

L'Aigleinfos : Depuis que le verdict dans le procès des événements du massacre du 28 septembre est tombé, est-ce qu'au moins votre client reçoit des visites ?

Me Paul Yomba Kourouma : Toumba ne sort de sa cellule pour le salon. Il ne reçoit aucune visite contrairement aux autres détenus de ce procès. Il est toujours au coin.

L'Aigleinfos : Votre client a été porté récemment à la tête d'un parti politique. Est-ce que ses démêlés ne seraient liés à cette situation ?

Me Paul Yomba Kourouma

: Nous ne sommes pas pas avocats en ce qui concerne le parti de Toumba mais tant mieux s'il a un parti.

L'Aigleinfos : Est-ce que vous allez demander une implication personnelle du ministre de la Justice pour les soins de votre client ?

Me Paul Yomba Kourouma : Nous ne lançons aucun appel ni à aucune autorité. Ils sont informés que quelqu'un est malade. À l'époque du Professeur Alpha Condé, même si c'est un politique en prison qui développait un petit malaise, on l'envoyait toute suite dans une clinique mais pourquoi pas Toumba. Le ministre de la Justice est informé que Toumba est malade. Nous n'avons pas d'appel à lancer aux autorités mais si Toumba parvenait à quitter ce monde, nous allons nous attaquer à l'Etat. L'Etat guinéen est responsable de ce qui arrive à Toumba.

L'Aigleinfos : Merci à vous Me Paul Yomba Kourouma !

Me Paul Yomba Kourouma : Merci à vous aussi !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

MÉDIAS

S.O.S pour le doyen Odilon Théa, malade...

Selon l'AGP, après 60 ans de service pour la nation guinéenne en tant que journaliste à la RTG (Radio télévision guinéenne) et formateur dans les universités publiques et privées du pays, Odilon THEA, est aujourd'hui immobilisé sur son lit de malade.

Rencontré mardi 29 octobre 2024 à N'Zérékoré, principale ville au sud de la Guinée, ce cadre du Ministère de l'Information et de la Communication, qui a plusieurs fois représenté la Guinée dans plusieurs pays, lance un SOS à sa nation qu'il déclare avoir bien servi avec dévouement et amour.

« Cette maladie a commencé il y a plusieurs mois maintenant. Certains disent que c'est une maladie de la vieillesse. Mais ce que je peux vous dire est que, je ne suis nullement pas angoissé, ni stressé. Je supporte bien mon mal. Ça a débuté petit à petit et on a essayé de me traiter mais ça

n'a pas réussi jusque-là. Mais je garde toujours espoir. Je crois qu'un jour, je vais me retrouver bien. Donc on pourra courir ensemble si vous voulez A Conakry, j'ai été à l'hôpital Ignace Deen où on m'a fait un bilan, et on a trouvé que c'était de « petites maladies ». J'ai pris des médicaments, il y a eu beaucoup de dépenses qui ont été faites, mais pour le moment, ça n'a pas donné. On m'a fait passer au scanner mais là aussi impossible. Et aujourd'hui, la maladie a progressé et ça se sent dans ma voix. Je tremble et je perds petit à petit ma voix. Vous voyez, moi qui étais professeur de diction, maintenant je

m'efforce à articuler. Donc pour ceux qui peuvent m'aider, je suis à N'Zérékoré à Kpamah II, j'attends leurs assistances pour un examen complet de ma situation. Parce que personne ne m'a encore dit de quoi je souffre réellement. Venez vous occuper du "Vieux" Odilon Théa, ça sera bon pour moi et pour ma famille. », lance l'ancien journaliste. Odilon THEA, ancien journaliste à la RTG est né en 1942 dans la sous-préfecture de Samoé située à 8 Km de la ville de N'Zérékoré, rapporte l'AGP.

Mamadou Oury



ÉVALUATION DES PARTIS POLITIQUES

Le regard critique de l'activiste Abdoul Sacko

Les résultats issus de l'évaluation des partis politiques sont désormais connus. Ils ont été publiés le mardi lors d'un atelier organisé par le ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation. Une publication qui a fait réagir Abdoul Sacko, coordinateur national du Forum des Forces Sociales de Guinée.



« Cette évaluation me semble être un bon jalon pour l'auto-renforcement des formations politiques. Malheureusement, elle est portée par des

autorités qui ne donnent pas un bon exemple en matière de respect des lois », a indiqué Abdoul Sacko. Dans ledit rapport final,

le MATD a annoncé la dissolution de 53 partis politiques, la suspension de 54 pour agrément non valide et la mise sous observation

pour trois mois de 67 autres dont l'UFDG ou encore le RPG Arc-en-ciel. Pour Abdoul Sacko, cette gouvernance fondée sur la force pourrait favoriser des dynamiques de répression au détriment du dialogue inclusif. Il se pose par ailleurs un certain nombre de questions. « Comment suis-je à cette responsabilité publique ? Quelle est la motivation pour l'intérêt supérieur de la nation derrière mes actes ? Ceux qui m'écoutent ou qui m'observent avec lesquels j'ai eu affaire par le passé au compte de la République ou à n'importe quelle autre circonstance, ont-ils confiance en moi? Donnent-ils du crédit à ce que je dis ou fais au nom du changement et du progrès dans le pays ?

», s'est-il demandé. Il n'a pas manqué d'aborder la question portant sur l'ethnie dans les formations politiques du pays. Il soutient que la compétence, l'engagement citoyen et l'intégrité doivent primer dans les choix des dirigeants. Avant d'exhorter les Guinéens à faire une réflexion profonde autour de l'ethno-stratégie, de plaider pour un processus de changement pédagogique et structuré. A l'en croire, le chemin vers une gouvernance éthique et responsable est semé d'embûches, mais il reste essentiel pour l'avenir de la Guinée. Reste à savoir maintenant si les observations du coordinateur national du Forum des Forces sociales de Guinée seront prises en compte.

Mamadou Oury

CRIEF

Le procureur Aly Touré charge Kassory et fait des révélations

Le mercredi 30 octobre, à la reprise du procès du Dr Ibrahima Kassory Fofana par devant la chambre du jugement de la cour de répression des infractions économiques et financières (Crief), Aly Touré, le procureur spécial près ladite juridiction, a chargé l'ancien Premier ministre d'Alpha Condé. Le procès a par la suite été renvoyé au 06 novembre prochain.

Parlant de l'absence de Kassory Fofana à son procès, le procureur spécial, Aly Touré, a dit ceci : « les gardes pénitentiaires se sont bel et bien rendus à la clinique ce matin pour chercher le prévenu. Mais il a catégoriquement dit qu'il ne peut pas venir. Car, il ne peut pas se tenir debout ». Et réagissant au rapport médical attestant que le prévenu est toujours malade, le parquet spécial a martelé : « Nous estimons que ce rapport a été fait à dessin. Il y a plus d'1 an et quelques mois qu'il est dans les locaux de la clinique, ce qui a coûté à l'État 1 milliard 723 millions de francs guinéens. C'est

lorsqu'il a appris qu'il doit venir ici qu'il a demandé de faire ce rapport. Il écrit une tribune de 15 pages qu'il a publiée dans la presse ici où il dit qu'il n'a pas confiance à la justice guinéenne et qu'il ne comparaitra pas devant une juridiction guinéenne. Monsieur le président, il refuse de comparaître. Il est en train de se moquer des juridictions guinéennes. Monsieur le président, qu'il compareisse ou pas, il faut qu'il soit jugé dans les plus brefs délais ». La défense de Kassory, par la voix de Me Dinah Sampil, fera observer : « je regrette que le parquet spécial minimise l'état de santé d'un humain.



Malgré tout ce que Kassory a fait pour ce pays, on le traite comme ça. Kassory ne mérite pas ça. Depuis son admission, il est sous calmants, pas sous traitement. Il n'est pas en train de jouer, il souffre. Il n'a pas refusé de comparaître mais c'est son état de santé qui

ne lui permet pas ». Il a par ailleurs rappelé qu'il faut que son client soit admis dans un centre approprié et apte à soigner son mal. Comme indiqué plus haut, après les interventions des différentes parties, l'affaire a été renvoyée par le juge

Yacouba Conté au 06 novembre prochain pour la comparution du prévenu qui, on le sait, est poursuivi pour des faits présumés de détournement de deniers publics, enrichissement illicite et blanchiment de capitaux.

Mamadou Oury

Lisez le journal numérique sur le site

KèfinaFasso

www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts

JUSTICE

Ahmed Kanté, ancien ministre des Mines et de la Géologie, poursuivi pour abus de confiance et concurrence déloyale

Devant le Tribunal de Première Instance de Kaloum, l'ancien ministre des Mines et de la Géologie, Ahmed Kanté a comparu lundi, 28 octobre 2024. Cet ancien dignitaire est poursuivi par African Bauxite Corporation, une société minière basée à Boffa, détenue par le Russe, Alexandre Zotov pour abus de confiance et de concurrence déloyale au profit de sa société AGB2A plus dix millions de dollars.



Après une première comparution où il était confronté aux avocats de la partie civile, il y a trois mois environ, Ahmed Kanté et ses coaccusés ont répondu à la

deuxième comparution par devant le tribunal correctionnel de Kaloum. Le prévenu dans la salle d'audience, s'est fait accompagner par ses soutiens arborant des

T-shirts blancs floqués "66 ans d'indépendance" en face et "AGB2A" à l'inverse. Ces jeunes qui seraient acquis à sa cause, étaient venus lui apporter leur soutien.

Les faits remontent depuis février 2019, à l'époque où le prévenu était directeur général de la société minière ABC, la société du plaignant. C'est en ce moment, selon la partie, que le mis en cause a créé une société de type pour concurrencer son employeur après lui avoir pris une somme de dix millions de dollars. Des accusations qu'il a niées avant de déclarer à la barre que laquelle société n'existe que sur papier en répondant aux questions de ses avocats à sa charge à tour de rôle.

Cependant, la partie civile ne s'avoue pas vaincue. Elle considère ces déclarations du mis en cause comme une scène montée de toutes pièces par la défense du prévenu. « Nous, nous estimons que ses déclarations n'apportent rien à ce procès, c'est de nature à faire

noyer le poisson. Parce qu'il s'accroche à quelque chose qui n'a rien à voir avec ce procès. Il le sait bien parce qu'il était l'un des acteurs majeurs de ce processus-là. Mieux que cela, sa société GIG et AGB2A ont conclu avec ABC. La dernière audience, il disait que c'est GIG qui a apporté le contrat d'harmonisation et aujourd'hui il dit c'est AGB2A. Lors de la dernière audience, quand on lui a posé la question de savoir quel était l'apport du GIG pour qu'il ait 58% qui revenaient précédemment à ABC dans l'accord signé entre ABC et BSB mining. Aujourd'hui on ne parle plus de ABC on parle de GIG. Mais en réalité ce que j'ai remarqué, c'est quelqu'un qui était préparé pour des faits de cette audience qu'il fait évoluer ses déclarations », a fait remarquer Me Alkaly Mohamed Touré.

La défense du prévenu voit plutôt un acharnement contre son client qui à travers sa société a créé des emplois à Boffa pour concurrencer les

autres sociétés évoluant sur le même terrain. Plus loin, Me Sékou Fofana a indiqué que la partie adverse est en manque de preuves démontrer pour prouver ses allégations.

« Toute cette série de questions de la partie civile n'a prouvé qu'une seule chose. Que la partie civile est dépourvue de toute preuve contre Monsieur Ahmed Kanté. Tout ça là, c'est du verbiage. Et dans tout cela, ils ne veulent pas aller au transport judiciaire parce qu'ils ne veulent pas aller sur terrain. Tout ce qui a été fait là-bas, c'est la société de M. Kanté », a argumenté Me Sékou Fofana.

L'ancien ministre des Mines et de la Géologie et ses coaccusés, comparaissent libres dans ce procès. L'audience est renvoyée au lundi, 04 novembre prochain pour la poursuite des débats. L'option de transport judiciaire sur Boffa où sont implantées ces deux sociétés, pourrait être étudiée dans les prochaines audiences.

Samuel Demba. D

AG DE L'UFR

Ce que le parti de Sidya Touré conseille aux nouveaux chefs de quartier

L'assemblée générale de l'Union des forces républicaines (UFR) a repris ses droits le samedi 26 octobre 2024 à son siège national à Matam, dans la commune du même nom, après des mois de suspension.

Dans son intervention de circonstance, le président de séance, Mouctar Kalissa, par ailleurs secrétaire national de la jeunesse du Conseil des jeunes du parti, est revenu entre autres sur la nomination des chefs de quartier, qui sont en train d'être installés aussi bien à Conakry qu'à l'intérieur du pays. « Par rapport à l'implantation des chefs de quartier, il faut se dire la vérité que ce n'est pas mal. Mais on aurait souhaité que ce soient les sages du quartier qui sont choisis pour diriger les affaires courantes du quartier. Parce qu'avec un décret pris pour la nomination des chefs

de quartier, étant donné que ce sont des jeunes, nous leur demanderons que le quartier n'est pas politique, le quartier est purement social. Et que les gens qui ont été choisis par décret, qu'ils ne travaillent pas pour le CNRD, qu'ils travaillent pour le peuple de Guinée », a-t-il martelé, avant de commenter les rumeurs sur une éventuelle candidature du président de la transition, le général de corps d'armée Mamadi Doumbouya, aux prochaines élections. « Jusqu'à date, nous membres de l'UFR et la jeunesse républicaine nous sommes convaincus

que le Général respectera son engagement. Parce que le vrai homme est celui qui respecte son engagement. C'est si le 31 décembre prochain passe et qu'il arrive à dire autre chose, c'est là que vous verrez cette jeunesse républicaine motivée pour le retour à l'ordre constitutionnel et rien ne pourra nous arrêter », a indiqué Mouctar Kalissa, le secrétaire national de la jeunesse du Conseil des jeunes de l'Union des forces républicaines (UFR), le parti de l'ancien Premier ministre Sidya Touré, absent du pays depuis de longs mois.

Kaba Kankoula



CELLOU DALEIN DIALLO

« L'UFDG va accomplir sa mission, celle de réconcilier les Guinéens, de développer ce pays au profit de tous »

,Le samedi 26 octobre 2024, l'UFDG a tenu son assemblée générale hebdomadaire à son siège national à la Minière. A cette occasion, Cellou Dalein Diallo, depuis l'étranger, à travers une visioconférence, s'est adressé à ses militants, sympathisants et responsables du parti.

«Nous allons bientôt faire appel à votre engagement et à votre mobilisation pour que la junte qui règne sans partage sur le pays puisse comprendre qu'il y a des patriotes dans ce pays attachés à la démocratie, à l'Etat de droit et au respect des droits humains et des libertés publiques. Donc je compte sur vous, soyez mobilisés pour le combat, pour la mobilisation. Exercez pleinement vos droits et vos libertés afin que notre pays sorte de la misère et qu'il se développe au profit de tous ses enfants. En tout cas, merci et félicitations à tous les militants, aux nombreux militants qui sont là. Je suis fier d'être le président de l'UFDG », a indiqué Cellou Dalein Diallo, trois fois finaliste malheureux de la présidentielle en Guinée (2010, 2015, 2020). Dans on



intervention, l'ancien Premier ministre de feu Lansana Conté

a fait part de sa satisfaction en dépit de ce qu'il considère,

à tort ou à raison, comme une campagne d'intoxication menée

par les autorités de la transition. Il se dit convaincu de la force de frappe et de mobilisation de l'UFDG, la formation politique qu'il dirige depuis 2007 mais dont le congrès national peine à se tenir pour renouveler ses instances. «L'UFDG ne finira que lorsqu'il aura conquis le pouvoir suprême pour redresser le pays et promouvoir comme je l'ai dit l'égalité des droits et des chances pour tous les fils du pays. L'UFDG est la première force politique du pays et de loin et elle va accomplir sa mission, celle de réconcilier les Guinéens, de développer ce pays au profit de tous», a-t-il déclaré en visioconférence lors de l'assemblée générale hebdomadaire du parti.

Kaba Kankoula

KENYA

La présidentielle américaine divise l'opinion publique

L'élection présidentielle américaine aura lieu mardi 5 novembre. Le républicain Donald Trump affronte la démocrate Kamala Harris pour succéder à Joe Biden. Son résultat aura des répercussions à travers le monde entier et elle donc très suivie. Notamment sur le continent africain, et au Kenya, pays d'origine du père de l'ancien président Barack Obama.

Les Kényans suivent-ils cette élection américaine avec attention ? Interrogé par RFI, le politologue Dismas Mokuia dit avoir vu les élections américaines gagner en popularité au Kenya avec la campagne de Barack Obama. Selon lui, le fait que des chaînes occidentales comme CNN ou la BBC soient assez populaires dans le pays, encourage aussi l'intérêt pour ces élections. Et enfin, il y a l'influence des émigrés kényans qui sont 22% à résider aux États-Unis, d'après la Banque Centrale du Kenya. C'est la plus grande diaspora kényane.

Ce qui est intéressant de noter

c'est que l'opinion est assez polarisée. D'après Dismas Mokuia la communauté des affaires aurait plutôt tendance à préférer Kamala Harris, en estimant qu'elle apporterait plus de stabilité. Il y a aussi certaines personnalités politiques, engagées dans la défense des droits des femmes qui soutiennent ouvertement la candidate démocrate, comme Esther Passaris, une députée de Nairobi. Les milieux religieux, conservateurs eux seraient plutôt pro-Donald Trump. Donc, c'est assez divisé.

Une continuité an cas de victoire de Kamala Harris

Le président Joe Biden a reçu William Ruto lors d'une visite officielle du chef de l'État kényan à Washington en mai dernier. L'analyste Dismas Mokuia lui défend l'idée que Kamala Harris apporterait une forme de continuité alors que Donald Trump pourrait changer plusieurs dynamiques dans la relation entre Nairobi et Washington.

Il faut comprendre que le président Ruto a vraiment consolidé cette relation avec Joe Biden. Lors de leur rencontre à Washington, le président américain a d'ailleurs désigné le Kenya comme « allié majeur, non-membre de l'Otan », un statut particulier qui confère aux pays qui en bénéficient des liens militaires et diplomatiques privilégiés avec les États-Unis.

Des enjeux sécuritaires et

économiques

Les deux pays collaborent déjà sur plusieurs dossiers, notamment sécuritaire avec la lutte contre les shebabs en Afrique de l'Est. Le Kenya a aussi pris la tête de la mission multinationale en Haïti, pour lutter contre les gangs, une mission qui bénéficie d'un soutien financier des États-Unis. Ce soutien fait d'ailleurs partie des enjeux de cette élection pour le Kenya.

Même si Cameron Hudson, du groupe de recherche américain, le Center for Strategic and International Studies explique que, si Donald Trump a tendance à être plutôt réticent pour financer des missions soutenues par les Nations unies, ses positions anti-immigration pourrait signifier un soutien continu à cette force.

Il y a des enjeux économiques également pour le Kenya qui bénéficie de prêts du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale. Le Kenya fait face à une crise financière importante et souffre du poids de sa dette. Pour y faire face, les autorités se sont en effet en partie tournées vers des institutions internationales.

Nairobi et Washington sont aussi en pleines négociations pour un traité de libre-échange. Enfin, William Ruto pousse pour la prolongation de l'AGOA, l'accord commercial qui permet aux États africains d'avoir un accès en franchise de droits au marché américain, un accord qui expire en 2025. Il y a plusieurs points qui vont être suivies d'assez près par le Kenya.

RFI



ENLÈVEMENT DE SAADOU NIMAGA

Ce que son avocat, Me Mohamed Traoré, a dit à la presse

Le mercredi 30 octobre 2024, Me Mohamed Traoré, ancien bâtonnier, était face à la presse pour parler de l'enlèvement de son client, Saadou Nimaga, ancien Secrétaire général du ministère des Mines et de Géologie. C'était le 17 octobre dernier, à 13 heures au niveau d'un l'hôtel à Kaloum.

Parlant de cet enlèvement rocambolesque de son client au cœur de Kaloum, la commune qui abrite la haute administration, Me Mohamed Traoré dira ceci : « il a été abordé par des individus qui l'ont contraint à monter dans son propre véhicule avec son chauffeur. Depuis ce jour, malheureusement, on n'a aucune nouvelle de lui. Sa famille est sans nouvelle de lui et cela fait aujourd'hui 13 jours exactement. Dès le lendemain, c'est-à-dire le vendredi 18, la famille Nimaga a donné l'alerte et le samedi une enquête a été ouverte au niveau de la direction centrale de la police judiciaire à la demande du procureur général...Le chauffeur de M. Nimaga et son épouse ont été entendus. Malheureusement, depuis l'audition de ces deux personnes-là, l'enquête semble ne pas évoluer. A un moment donné, nous avons été sollicités par beaucoup d'organes de presse mais on n'a pas voulu répondre parce que sur recommandation du procureur général, on avait



décidé de garder le silence pour ne pas gêner les enquêteurs dans leurs investigations. Mais malheureusement, comme je l'ai dit à l'entame de mon propos, ces investigations-là semblent patiner et à ce jour, les enquêteurs ne disposent apparemment d'aucun indice qui permette d'élucider cette affaire-là. Alors, la famille est devant un dilemme. Soit elle se conforme aux recommandations

tendant à lui demander de ne pas trop communiquer pour ne pas gêner l'enquête et puisque l'enquête n'évolue pas, il y a un risque que l'affaire tombe dans l'oubli et dans l'indifférence générale. Et dans ce genre de situation, ce qu'il faut éviter justement, c'est que l'affaire tombe dans l'oubli. Alors, c'est pourquoi on a décidé de briser le silence dans le seul espoir qu'en communiquant, il y

aura sans doute des gens qui pourraient communiquer des informations à la police afin de l'aider dans son enquête. Il y a le risque de l'oubli qu'il faut éviter, il y a le risque de l'indifférence, mais il y a aussi le risque de la banalisation » L'ancien bâtonnier est par la suite revenu sur ce que l'on pourrait qualifier de courage ou d'audace des ravisseurs de Saadou Nimaga. « Monsieur

Nimaga a disparu, comme on le sait, dans des conditions vraiment rocambolesques. En plein jour, dans un réceptif hôtelier, on l'a dit, les ravisseurs n'ont même pas eu peur d'être identifiés à travers les caméras de surveillance qui sont au niveau de l'hôtel, mais aussi en face, parce que vous avez en face, il y a juste la banque centrale de la République de Guinée. Je pense que cette grande institution doit avoir sûrement des caméras de surveillance aussi. Mais les gens qui l'ont enlevé, lui et son chauffeur, ne se sont même pas posé la question de savoir est-ce qu'ils seront filmés ou pas. Ce qui peut supposer qu'ils étaient forts de quelque chose. Donc, on les a conduits à une destination inconnue. Je l'ai dit, le samedi, son chauffeur a été entendu. En début de semaine, lundi ou mardi, son épouse a également été entendue. Ils ont porté à la connaissance de la police les informations dont ils disposaient », a-t-il indiqué.

Mamadou Oury

ENTREPRENARIAT

Tenue de la 13^e édition du Forum International des Femmes Entreprenantes et Dynamiques

Les travaux de la 13^e édition du Forum International des Femmes Entreprenantes et Dynamiques (FIED) ont été officiellement lancés lundi, sous la haute autorité du Chef de l'État, le Général de Corps d'Armée Mamadi Doumbouya.

Cette rencontre, pilotée par le Ministère de la Promotion Féminine, de l'Enfance et des Personnes Vulnérables (MPFEPV), a été présidée par le Premier ministre Amadou Oury Bah en présence du Président du Conseil National de la Transition, d'anciens ministres et de plusieurs membres du Gouvernement. Placé sous le thème « Le rôle des femmes dans la transformation de l'économie guinéenne », ce forum a rassemblé des personnalités de divers horizons – Afrique, Europe, Asie, Amérique – témoignant de la portée internationale de l'événement.

Le Forum International des Femmes Entreprenantes et Dynamiques est un rassemblement annuel mobilisant plus de 500 investisseurs. Cette initiative accompagne

les politiques publiques de promotion de l'entrepreneuriat féminin, aussi bien en milieu rural qu'urbain, tout en favorisant les opportunités d'affaires et le partage d'expériences dans des secteurs clés de l'économie. Créé sous l'impulsion de Madame Djélika YEO, Présidente-Fondatrice, le FIED est un concept novateur dédié à soutenir les efforts des gouvernements pour l'autonomisation des femmes. Il vise à faciliter les échanges d'affaires entre entrepreneurs locaux et investisseurs internationaux, célébrer les succès féminins, promouvoir les champions nationaux, et offrir des plateformes d'intégration pour les femmes leaders dans diverses sphères décisionnelles. Par ailleurs, il s'engage à fournir un soutien aux personnes et

familles vulnérables. Dans son discours d'ouverture, Madame Djélika YEO a salué le courage et la détermination des femmes africaines, et plus particulièrement des Guinéennes, qui œuvrent chaque jour pour le développement durable de leurs communautés. « Ces trois jours d'échanges doivent prolonger et renforcer toutes les initiatives de soutien à l'émancipation et à l'autonomisation des femmes », a-t-elle déclaré. Présente à cet événement, l'ancienne Présidente de la République Centrafricaine, Catherine Samba-Panza, a rendu un hommage appuyé au Président guinéen, le Général Mamadi Doumbouya, pour avoir accepté d'accueillir cette 13^e édition du FIED. Selon elle, cet acte fort témoigne de l'importance que la Guinée

accorde à l'épanouissement des femmes. Elle a encouragé les participantes à persévérer et à demeurer constantes dans leur quête de progrès. La ministre de la Promotion Féminine, de l'Enfance et des Personnes Vulnérables, Charlotte Daffé, a quant à elle souligné l'engagement des autorités guinéennes pour la promotion de la femme. Elle a rappelé que, sous la direction de Son Excellence Monsieur le Président de la République, le régime de Refondation valorise la femme guinéenne, héroïne nationale, et multiplie les initiatives pour son inclusion et son autonomisation, notamment par le biais de forums dédiés aux jeunes filles et de tribunes valorisant les pionnières de la nation. Le Premier ministre,

représentant le Chef de l'État, a salué le choix de la Guinée pour abriter cette 13^e édition du FIED. Pour Amadou Oury Bah, les femmes constituent l'un des piliers les plus actifs de l'économie nationale. Dans cette optique, la refondation entamée depuis le 5 septembre 2021 sous l'égide du Président de la République, met un accent particulier sur l'autonomisation et l'entrepreneuriat féminin. Le Premier ministre a insisté sur l'ambition du Gouvernement de transformer l'économie en supprimant les obstacles qui freinent l'accès des femmes aux services sociaux de base, aux opportunités économiques et aux instances de prise de décision.

Samuel Demba.D

BOXE

George Foreman-Mohamed Ali, retour sur un combat de légende

Le 30 octobre 1974 à Kinshasa, Mohamed Ali et George Foreman s'affrontent à Kinshasa pour le titre de champion du monde des poids lourds. Une affiche de rêve, pour un scénario dingue. Mais au-delà du contexte géopolitique et social, ce « combat du siècle » a été d'abord un chef-d'œuvre sportif entre deux champions, et surtout une démonstration technique et mentale de la part de Mohamed Ali.

Ceux qui l'ont vu, revu ou découvert des années plus tard, sont unanimes : le combat Ali-Foreman est LE sommet de la boxe. « L'apothéose ! Il n'y a pas un combat qui l'a détrôné », estime l'ex-boxeur français Brahim Asloum, champion olympique (2000) et champion du monde (2007). « On a deux boxeurs avec deux styles totalement différents, présente Asloum. Ali est virevoltant sur le ring, se déplace à merveille, a un vrai coup d'œil avec une technique très propre. Et face à lui, il y a un Foreman dévastateur, avec une force physique hors norme, et qui a détruit plus ou moins tous ses adversaires. »

En 1974, au moment où se monte le combat, Mohamed Ali a 32 ans et a déjà été trois fois champion du monde, la première en 1964, la dernière en 1967. De son côté, George Foreman est double champion du monde en titre après une première couronne arrachée en janvier 1973 en « détruisant » Joe Frazier, envoyé six fois au tapis. Jusque-là invaincu, « Smoking Joe » avait lui-même



infligé sa première défaite à Mohamed Ali deux ans plus tôt, dans le premier ou défunt « combat du siècle ».

Piques et répliques

Pour ce combat à Kinshasa, organisé par le sulfureux promoteur Don King en partenariat avec le président zaïrois Mobutu Sese Seko, le jeune Foreman est donc ultra-favori face au « vieux » Ali. Howard William Cosell, célèbre journaliste américain, spécialiste de la boxe, n'a aucun doute sur l'issue du combat. Dans le documentaire *When We Were Kings*, il

livre son analyse sous forme de sentence pour l'ancien champion du monde. « Il est temps de dire adieu à Mohamed Ali, car franchement, je doute qu'il puisse battre Foreman. Il fait peut-être des miracles, mais contre Foreman si jeune, si puissant, si courageux... qui expédie ses adversaires l'un après l'autre en moins de trois reprises, j'ai peine à le croire. Après ce combat, Ali raccrochera les gants. »

À quelques semaines du « Rumble In The Jungle » (« La Baston dans la jungle »), nom officiel donné au combat par

Don King, Mohamed Ali, dans son style légendaire, provoque son adversaire et lui envoie des piques chaque fois qu'il en a l'occasion : « Je ne l'aime pas... Il parle trop (sic), assène-t-il. Je suis le démon de la vitesse. Je suis le torero, il est le taureau. Il crève de trouille. Il va rencontrer son modèle, son maître, son idole. »

Plus discret, George Foreman prouve qu'il peut être également percutant en punchlines. Lors d'une conférence de presse, on lui demande ce qu'il compte faire de ses revenus du combat, car Ali pense construire un hôpital

avec ses gains. Il réplique : « Il se voit déjà à l'hosto... »

Guerre psychologique

À l'entraînement, Mohamed Ali montre son niveau de forme. Il répète ses gammes, affine sa stratégie. Pour lui, il faudra éviter et/ou savoir encaisser les coups dévastateurs de son adversaire. Il sait se transformer en savonnette face à ses adversaires. « Comment va-t-il m'approcher ? Je vais danser, danser et danser. Il aura l'air con à me courir après. Et quand il sera bien perdu dans la tourmente, aveuglé par mon jeu de jambes, je lui balance un direct. »

George Foreman, lui, se prépare à « boucler le ring », une stratégie consistant à coincer l'adversaire dans les cordes ou dans un coin. Il se prépare avec des boxeurs rapides, légers et agiles. Les images sur les traces qu'il laisse sur son sac de frappe font peur et finissent de convaincre la plupart des observateurs qu'Ali n'a aucune chance.

RFI

LÉGISLATIVES AU SÉNÉGAL

Des enjeux cruciaux pour le Pastef comme pour les listes d'opposition

Au Sénégal, le top départ pour la campagne des législatives a été donné dimanche dernier. Les candidats de 41 listes de coalitions et partis politiques ont dix-sept jours pour convaincre les électeurs : 165 sièges au Parlement sont en jeu pour des législatives anticipées, cruciales pour le parti au pouvoir, le Pastef.

Pour le camp présidentiel, le principal enjeu de ces législatives, qui se tiennent le 17 novembre prochain, est de décrocher une majorité au Parlement, voire une majorité de 3/5e des sièges pour appliquer son programme.

Après sa victoire haut la main à la présidentielle avec 54% des voix, il va falloir voir si le parti au pouvoir confirme l'essai, comme l'explique le professeur de sociologie politique, Alassane Ndao. « Est-ce que six mois après, le Pastef va être aussi fort ou plus fort, ou est-ce que le Pastef va connaître une érosion de ses soutiens au vu du contexte économique difficile ? C'est

ça qui constitue véritablement l'enjeu : consolider la victoire de 2024 », rapporte-t-il.

Trois grandes coalitions face au Pastef

Face au Pastef, figurent 40 listes, mais surtout trois grandes coalitions d'opposition : Takku Wallu, menée par l'ancien président Macky Sall, Jamm ak jarim avec l'ancien Premier ministre Amadou Ba en tête de liste, et Sam Sakadu, la coalition du maire de Dakar, Barthélemy Diaz.

Ces coalitions ont des listes nationales distinctes, mais elles ont scellé des alliances dans plusieurs départements, dont celui de Dakar, pour tenter de maximiser le nombre

de sièges et espérer imposer une cohabitation au parti au pouvoir.

Leur principal argument de campagne : dire que le Pastef est trop lent pour dérouler les réformes promises. Alors qu'une certaine impatience se fait sentir dans la population et chez les acteurs économiques, dans un contexte économique morose, comme l'explique Madeleine Amadou Niang, directeur de l'ONG IBP. « On l'a vu depuis qu'ils sont arrivés au pouvoir, il y a eu très peu d'avancées, notamment sur le plan de l'adoption des différents actes budgétaires et au niveau de la discussion de la politique gouvernementale. On est

dans un contexte économique et financier assez difficile au Sénégal. Le gouvernement en place semble avoir besoin de cette majorité pour avoir les coudées franches, mais c'est également du pain béni pour l'opposition qui essaie de s'accrocher autant qu'elle peut pour maintenir la pression, donc c'est de bonne guerre ! », décrypte-t-il.

Enjeux pour l'opposition

L'opposition joue aussi sa survie politique avec ces législatives, car elle est divisée, à l'image du parti de l'ex-président Macky Sall, qui s'est scindé en au moins deux branches avec la coalition menée par l'ex-Premier ministre Amadou

Ba, arrivé deuxième à la présidentielle. Son score sera donc scruté de près.

Mais plus largement, c'est une reconfiguration complète de l'échiquier politique qui est en cours au Sénégal, avec des personnalités historiques comme Khalifa Sall ou Idrissa Seck qui ont fait des scores historiquement bas à la dernière présidentielle.

Qu'en sera-t-il pour ces législatives ? Vont-ils obtenir des voix, ou ce scrutin marquera-t-il la fin de leur carrière politique et un désir de renouvellement ? Réponse dans trois semaines.

RFI

NIGERIA

«Black-out» géant dans le nord du pays à cause d'actes de vandalisme

Le nord du Nigeria est confronté à une gigantesque coupure de courant. Des millions de personnes sont concernées. Dans 17 des 36 États du pays, il n'y a plus d'électricité sur le réseau national depuis maintenant deux semaines, après des actes de vandalisme commis par un groupe armé, selon les autorités.



Une panne géante et des conséquences en cascade. Vu le prix de l'essence, pour beaucoup de Nigériens, il est impossible de s'appuyer sur un générateur. Toute l'économie est perturbée, l'accès à l'eau

potable aussi quand elle provient de forages.

À l'origine de ce « black-out » géant, selon l'opérateur national TCN (Transmission Compagny of Nigeria) : un « groupe djihadiste », qui a

endommagé une ligne à haute-tension, celle entre Shiroro et Mando dans l'État du Niger, l'État qui abrite la plus grande centrale hydroélectrique du Nigeria.

« Nos infrastructures sont

vieilles »

Un acte de vandalisme sur un réseau déjà vétuste. Le ministre de l'Énergie, Adebayo Adelabu, au micro de la rédaction en haussa de RFI, appelle les Nigériens du nord à la patience.

« La vérité, c'est que nos infrastructures sont vieilles. Nous avons un réseau national qui a plus de cinquante ans. Les lignes de transmission sont faibles, les pylônes s'effondrent et les transformateurs sont vieux. (...) Tout changer prend du temps. En ce qui concerne le délai de réparation, si nous en sommes là, c'est aussi parce que nous n'avons pas été en mesure de garantir la sécurité de ceux qui travaillent sur le réseau », a-t-il déclaré.

En début de semaine, les gouverneurs des États concernés ont appelé le gouvernement fédéral à agir. Le président Bola Ahmed Tinubu affirme avoir ordonné

le déploiement des forces de sécurité pour protéger les chantiers de maintenance et de réparation. Mais selon le ministre de l'Énergie, le courant ne sera pas rétabli avant mi-novembre : les réparations prennent du temps et sont compliquées par le contexte sécuritaire, alors que des groupes armés mettent en péril la sûreté des agents.

Le ministre nigérian de l'Énergie plaide pour une interdiction totale du trafic de métaux, pour lui, ce marché encourage la dégradation d'infrastructures stratégiques.

Adebayo Adelabu exhorte également les parlementaires nigériens à adopter une loi criminalisant de tels actes de vandalisme. Les gouverneurs des États du nord ont appelé à diversifier les sources d'approvisionnement.

RFI

OUGANDA-RDC

Museveni et Tshisekedi entendent poursuivre leur lutte contre le groupe ADF

Le président de la République démocratique du Congo (RDC), Félix Tshisekedi, a été reçu ce mercredi 30 octobre à Entebbe par son homologue ougandais, Yoweri Museveni. Les deux hommes ont échangé longuement sur l'opération militaire conjointe menée par leurs deux armées dans l'Est de la RDC contre le groupe armé d'origine ougandaise ADF. Ils ont également abordé la question des tensions croissantes entre Kinshasa et Kigali, alimentées par les avancées du M23 dans le Nord-Kivu.

Yoweri Museveni n'a jamais pris position publiquement sur le conflit qui oppose Kinshasa et Kigali. Certains dirigeants congolais accusent même le président de l'Ouganda d'appuyer le M23. Kampala se défend et assure soutenir le dialogue entre Kinshasa et le M23. Mais à l'issue de sa rencontre avec Félix Tshisekedi ce 30 octobre, il n'y a eu aucune mention de ce sujet sensible.

En conclusion de leur échange, Yoweri Museveni a qualifié les discussions de « très enrichissantes et très prometteuses autour essentiellement du processus de paix ». Même ton optimiste du côté du président congolais Félix Tshisekedi, qui repart d'Entebbe « avec l'espoir que ce qu'ils se sont dit va

se concrétiser » et explique compter sur la « sagesse » de son hôte.

La traque des ADF continue

Sur un autre plan, les deux dirigeants ont confirmé la poursuite de l'opération Shujaa, lancée en novembre 2021 contre les combattants ADF, nom d'un groupe d'origine ougandaise, affilié au groupe État islamique, responsable d'attaques meurtrières et qui sévit en Ituri et au Nord-Kivu. Une évaluation de ce dispositif avait été effectuée au début du mois par les deux armées. Les présidents ont exprimé leur satisfaction quant aux avancées de cette campagne.

En septembre dernier, une action conjointe a permis la libération d'au moins neuf otages. Il faut cependant

noter que les ADF, selon des sources onusiennes, restent responsables de plus de 340 meurtres de civils depuis juin, avec un lourd bilan à Beni et Lubero où 264 victimes sont à déplorer. Cette violence s'accompagne d'avancées des ADF dans les zones minières du territoire de Lubero.

Enfin, sur le volet des infrastructures, Yoweri Museveni a réaffirmé son engagement à participer à la construction des routes Kasindi-Beni-Butembo et, potentiellement, à celle de la route Bunagana-Rutshuru-Goma. Une position saluée par Félix Tshisekedi, qui voit dans cette initiative un ancrage de la RDC dans la communauté de l'Afrique de l'Est.

RFI

